

SOMMAIRE

Article 1	Qui est assuré, en quelle qualité et pour quels véhicules?
Article 2	Quelles sont les matières et sommes assurées ?
Article 3	Détail des matières assurées
Article 4	Quelle est l'étendue territoriale de notre garantie ?
Article 5	Quelles sont les exclusions générales ?
Article 6	Résumé du contrat

Art. 1 Qui est assuré, en quelle qualité et pour quels véhicules?

Sont assurés:

- Le preneur d'assurance, personne physique,
- Son conjoint ou partenaire cohabitant ainsi que
- Les parents et alliés en ligne directe vivant habituellement au foyer.

Ces personnes sont assurées en qualité de:

- Détenteur de véhicules appartenant à des tiers. Sont ici considérés comme « véhicules », tous véhicules à usage privé, motorisés ou non et destinés à se déplacer sur terre, sur l'eau ou dans les airs ;
- Conducteur d'un véhicule leur appartenant entrant dans les catégories suivantes : cycles, engins de déplacement, cycles motorisés et « speed pedelec » au sens des articles 2.15.1, 2.15.2, 2.15.3 et 2.17.3 du Code de la route ;
- Passager d'un transport en commun ou d'un véhicule appartenant à un tiers ;
- Participant à la circulation en tant que piéton ou cavalier.

Est considéré comme tiers, toute autre personne que les assurés.

La garantie reste acquise à ces personnes si elles séjournent temporairement ailleurs pour des raisons de santé, d'étude ou de travail ou d'accomplissement d'obligations militaires.

Il va de soi que toutes les conditions reprises dans les présentes conditions spéciales concernent, par analogie, toutes les personnes assurées mentionnées ci-dessus.

Art. 2 Quelles sont les matières et sommes assurées ?

Matières assurées	Somme assurée (€)
Recours civil	
- action en dommages et intérêts (art. 3.1.a)	300.000
- audition « Salduz » (art. 3.1.b)	300.000
Défense pénale	
- poursuite (art. 3.2.a)	300.000
- audition « Salduz » (art. 3.2.b)	300.000
Défense civile	300.000
Matière contractuelle	300.000
Assistance « permis de conduire » et « administrative »	300.000
Caution pénale	30.000
Assistance « dédommagement »	Montant de la franchise
Insolvabilité des tiers	30.000
Avance de fonds	30.000

Avantages liés à une médiation

Si vous acceptez de recourir à une procédure de règlement de litige par voie de médiation extrajudiciaire et par l'intermédiaire d'un médiateur agréé par la Commission fédérale de médiation telle qu'instituée par la loi, tous les coûts de celle-ci (frais et honoraires du médiateur, de votre avocat éventuel, de votre expert éventuel ou de toute autre personne vous assistant ayant la qualification légale requise par la loi applicable à la procédure) sont également pris en charge par nous sans que ces frais ne soient imputés aux sommes assurées reprises ci-dessus. Il en résulte qu'en cas d'échec de la procédure de médiation et de recours à une procédure judiciaire ou autre, les sommes assurées prévues ci-dessus sont automatiquement augmentées des frais exposés dans le cadre de la procédure de médiation. En outre, la franchise éventuellement prévue n'est pas due si vous acceptez de résoudre le litige par médiation.

Art. 3 Détail des matières assurées

- 1) Recours civil
 - a) Les actions en dommages et intérêts menées par vous contre un ou des tiers et fondées exclusivement sur une responsabilité civile extracontractuelle.
La réparation sur base de la législation sur les accidents du travail est également incluse dans cette matière.
Notre assistance vous est aussi acquise pour faire valoir vos droits auprès du «Fonds d'Aide aux Victimes d'Actes Intentionnels de Violence».
 - b) Nous prenons aussi en charge les frais et honoraires d'un avocat (consultation préalable et/ou assistance à l'audition – loi dite « Salduz ») lorsqu'une victime mineure assurée doit être auditionnée dans le cadre d'une enquête pénale à propos de faits survenus en période de couverture.

- 2) Défense pénale et audition « Salduz »
Votre défense lorsque:
 - a) vous êtes poursuivi ou
 - b) auditionné pour la première fois en tant que suspect (uniquement pour des infractions susceptibles d'engendrer une peine privative de liberté - loi dite « Salduz »)pour infractions aux lois, arrêtés, décrets et/ou règlements ainsi qu'un recours en grâce par cas d'assurance si vous avez été condamné à une privation de liberté.

La garantie est exclue lorsque l'infraction qui fait l'objet des poursuites ou de l'audition est susceptible d'entraîner une peine de plus de vingt ans d'emprisonnement.

Pour toutes les autres infractions qui font l'objet des poursuites ou de l'audition et qui sont susceptibles d'entraîner une peine de plus de cinq ans d'emprisonnement, notre intervention n'est acquise que pour autant qu'un acquittement définitif ou un non-lieu soit prononcé voire que le dossier soit classé sans suite après audition. Ne permettent toutefois pas de bénéficier de notre intervention, l'acquittement, le non-lieu ou le classement sans suite lorsqu'ils sont fondés sur la prescription de l'action publique ou sur un vice de procédure.

- 3) Défense civile
Votre défense contre des actions en dommages et intérêts menées par un ou des tiers contre vous et fondées sur une responsabilité civile extracontractuelle.
Nous ne vous défendons que :
 - lorsque vos intérêts sont en opposition avec ceux de votre assureur responsabilité civile ou
 - lorsqu'il n'existe pas sur le marché une assurance responsabilité civile susceptible de vous couvrir dans le cadre de l'action en dommage et intérêts dont vous faites l'objet, telle que l'assurance R.C.Automobile ou R.C. Familiale.
- 4) Matière contractuelle
La défense de vos intérêts juridiques lors de toutes contestations relevant de contrats en votre qualité de détenteur d'un véhicule appartenant à un tiers tel que précisé à l'article 1 des présentes conditions spéciales.
- 5) Assistance «permis de conduire» et «administrative»
La défense de vos intérêts juridiques dans des procédures de contentieux administratifs en matière, par exemple, d'interdiction de conduire, de retrait, de limitation ou de restitution du permis de conduire, d'immatriculation, de contrôle technique ou de taxe de circulation.
- 6) Caution pénale
Si vous êtes impliqué dans un accident couvert par le présent contrat, nous vous avançons, à concurrence de la somme stipulée aux conditions, la caution pénale exigée par les autorités locales pour votre mise en liberté si vous êtes détenu préventivement ou, à défaut de détention, pour votre maintien en liberté.



Si vous avez vous-même payé la caution pénale, nous vous en rembourserons le montant.

Lorsque la caution est libérée, vous vous engagez à faire les démarches nécessaires en vue d'en obtenir le remboursement et à nous en restituer le montant dans un délai de 15 jours à dater du remboursement par les autorités. Lorsque la caution n'est pas récupérable (par exemple elle est saisie ou est utilisée totalement ou en partie pour le paiement d'une amende, d'une transaction pénale ou des frais de justice de l'instance pénale), vous nous en rembourserez la valeur à notre première demande et dans les 15 jours de cette demande.

En cas de non-exécution dans ces délais, le montant de la caution sera majoré des intérêts légaux en vigueur en Belgique.

7) Assistance «dédommagement»

Si vous êtes victime d'un accident couvert par le présent contrat, nous vous avançons la franchise contractuelle ou légale laissée à charge d'un tiers clairement identifié dont l'entière responsabilité est établie à condition :

- a) que le tiers responsable soit couvert par une assurance responsabilité civile (telle que la R.C. familiale, exploitation ou immeuble) ou qu'un organisme public s'y substitue légalement et
- b) que l'assureur responsabilité civile ou l'organisme public s'y substituant ait émis quittance d'indemnisation définitive et acceptée par vous.

Nous sommes subrogés dans vos droits contre le tiers responsable à concurrence du montant de l'avance payée. Vous vous engagez à nous avertir du paiement de la franchise que vous obtiendriez directement du tiers responsable et nous rembourserez le montant y correspondant si nous vous l'avons avancé.

8) Insolvabilité des tiers

Notre garantie vous est acquise dans les cas où, du fait de l'insolvabilité du tiers responsable, vous ne parvenez pas à récupérer, même par exécution forcée, l'indemnité qui vous a été allouée par une décision judiciaire définitive à la suite d'un accident de la circulation avec un des véhicules visés à l'article 1 des présentes conditions spéciales et couvert dans la garantie « recours civil ».

Notre intervention se limite aux sommes allouées en principal, sans intérêts ni pénalités ou accessoires.

Cette garantie n'est pas acquise lorsque l'indemnité qui vous a été allouée résulte :

- d'une effraction ou d'un acte de vandalisme,
- d'un acte d'appropriation frauduleuse ou d'une tentative d'appropriation frauduleuse d'un bien, peu importe le mode opératoire : par exemple vol, abus de confiance, escroquerie, faux et usage de faux, fraude internet type phishing, etc.

9) Avance de fonds

Lorsqu'en cas d'accident de la circulation survenu en Europe ou dans un pays bordant la Mer Méditerranée avec le véhicule assuré, un tiers a causé à un ou plusieurs assuré(s) un préjudice dont il est incontestable qu'il en assume l'entière responsabilité et à condition que son assureur ait donné son accord d'indemnisation, nous avançons, sur simple demande et à concurrence de la somme stipulée aux conditions, le montant du dommage non contesté hors intérêts.

Ce montant sera déterminé en tenant compte des lois et règlements applicables selon les législations nationales et internationales en vigueur, de la manière suivante:

- pour le dommage matériel, le montant fixé par voie d'expertise ou repris sur la quittance d'indemnité.
- pour le dommage corporel, le montant avancé sera celui repris sur la quittance d'indemnité émise par la compagnie du tiers responsable.

Nous sommes subrogés par le paiement de l'avance dans les droits de l'assuré contre le tiers responsable et sa compagnie d'assurance.

Si nous ne parvenons pas à récupérer le montant de l'avance ou si l'avance a été payée indûment, l'assuré s'engage à nous en rembourser le montant. La garantie «avance de fonds» n'est pas d'application en cas de vol, tentative de vol, effraction, acte de violence ou vandalisme.

Art. 4 Quelle est l'étendue territoriale de notre garantie ?

La garantie est accordée pour les cas d'assurance survenus dans le Monde entier et pour autant que la défense de vos intérêts puisse être assumée dans ces pays sauf pour l' « avance de fonds » et en « matière contractuelle » qui n'est d'application que pour les cas d'assurance survenus en Europe ou dans un pays bordant la Mer Méditerranée.

Art. 5 Quelles sont les exclusions générales ?

Les exclusions reprises ci-dessous s'ajoutent aux exclusions éventuelles plus spécifiques mentionnées dans d'autres articles des conditions contractuelles. Les exclusions reprises dans le présent article sont générales dans le sens où elles s'appliquent quel que soit le domaine du droit dans lequel le cas d'assurance s'inscrit.

1) Sont exclus les cas d'assurance en relation avec:

- a) des faits de guerre auxquels vous avez pris une part active;

CONDITIONS SPECIALES PROTECTION JURIDIQUE TRAFFIC



- b) des troubles civils et politiques, des grèves ou lock-outs auxquels vous avez pris une part active;
 - c) des effets catastrophiques de l'énergie nucléaire ou des cataclysmes naturels;
 - d) le droit fiscal.
- 2) La garantie ne s'étend pas aux dommages aux véhicules.
- 3) Sont exclus les cas d'assurance se rapportant à tout contrat conclu avec nous.
- 4) Est exclue de la garantie, la défense des intérêts juridiques résultant de droits qui vous sont cédés après la survenance du cas d'assurance. Il en est de même en ce qui concerne les droits de tiers que vous feriez valoir en votre propre nom.

Art. 6 Résumé du contrat

Votre contrat en un coup d'œil ...

Matières assurées	Somme assurée (€)	Etendue territoriale	Minimum litigieux (€)	Délai d'attente
Recours civil				
- action en dommages et intérêts (art. 3.1.a)	300.000	Le Monde	0	aucun
- audition « Salduz » (art. 3.1.b)	300.000	Le Monde	0	aucun
Défense pénale				
- poursuite (art. 3.2.a)	300.000	Le Monde	0	aucun
- audition « Salduz » (art. 3.2.b)	300.000	Le Monde	0	aucun
Défense civile	300.000	Le Monde	0	aucun
Matière contractuelle	300.000	Europe + pays méditerranéens	0	aucun
Assistance «permis de conduire» et «administrative»	300.000	Le Monde	0	aucun
Caution pénale	30.000	Le Monde	0	aucun
Assistance «dédommagement»	Montant de la franchise	Le Monde	0	aucun
Insolvabilité des tiers	30.000	Le Monde	0	aucun
Avance de fonds	30.000	Europe + pays méditerranéens	0	aucun